

384

Domaine public

J.A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 384 18 novembre 1976
Quatorzième année

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 48 francs

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
C.C.P. 10-155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A.

Ont collaboré à ce numéro:
Rudolf Berner
Claude Bossy
Jean-Daniel Delley

Ouvertures

Alain Tanner explique: « C'est une tentative de synthèse, en reprenant mes personnages familiers, ceux qui appartiennent à mon petit théâtre personnel, autobiographique, mais très très transposé, de « La Salamandre », « Charles mort ou vif » et « Le Retour d'Afrique ». Quand j'ai fait « Le Milieu du Monde » j'ai voulu, pour évoluer et pour changer, abandonner mon univers, repartir sur un terrain vierge, prendre des personnages qui n'étaient pas les miens, dans un pays que je ne connaissais pas. C'était pour moi une contrée lointaine, même si elle n'était qu'à cent kilomètres de chez moi; je l'ai traversée souvent mais c'était l'étranger. Après avoir fait ce crochet, je reviens chez moi, avec l'expérience cinématographique que j'ai acquise ailleurs. Pour moi, « Jonas », c'est un peu l'aboutissement, une fin, c'est un film qui devrait clore quelque chose » (voir aussi en page 2).

« Jonas qui aura vingt-cinq ans en l'an 2000 », ce n'est donc pas un saut dans l'inconnu, pour Tanner. Pour nous non plus d'ailleurs: au long de ses quatre premiers longs métrages, Tanner nous a mis en confiance, il a su nous parler, il a su nous apprivoiser avec des mots et des idées qui pourtant n'étaient pas ceux du cinéma passe-partout, il a su trouver un accent propre, accessible au plus grand nombre et compris pourtant comme un langage discret, presque confidentiel. Nous voilà donc engagés dans un dialogue dont les termes devaient se préciser de film en film. Toujours au centre du propos, notre environnement social direct, et les mille et une façons d'y trouver sa liberté. A vrai dire jusqu'ici Tanner n'avait fait qu'entrouvrir quelques portes, mais si étroites que la conversation avait pris un tour plutôt pessimiste. A cela s'ajoutait la difficulté du constat: à force d'explications, de démonstrations, de précisions — certes enrobées le plus simplement possible dans les images, mais tout de même pesant souvent de tout leur poids d'enseignement

ardu — Tanner avait un peu perdu de vue ses interlocuteurs; à force de tenir le public à distance pour qu'il ne consume pas ce cinéma-là comme le premier feuilleton télévisé venu, Tanner, s'il n'avait pas perdu le ton, avait un peu perdu le contact.

Avec « Jonas », voici de nouveau le cinéaste de plain-pied avec les interlocuteurs qu'il s'est choisis dans les salles obscures. Sur l'écran, huit personnages en quête d'un présent différent, huit ans après la secousse de 1968. A la fin du film, nous savons qu'en fin de compte, à travers leurs rencontres de hasard, leur organisation au jour le jour, leurs connivences de repas en commun, leurs petits boulots, leurs pas de côté et leurs ruptures, c'est l'avenir de Jonas-qui-aura-vingt-cinq-ans-en-l'an-2000 qui se prépare, qui prend forme, qui se détermine presque entièrement. Mais là n'est pas encore l'essentiel: faire connaissance avec les personnages de Tanner, c'est se persuader que l'avenir de Jonas n'est pas tracé inéluctablement dans un système connu; il y a place pour des ouvertures (les exemples fournis ne sont, à l'évidence, pas les seuls imaginables), pour des trajectoires inédites hors du conformisme ambiant. On le sent, plus qu'on le comprend: grâce à Tanner, la poésie est devenue le plus court chemin entre le cinéaste et le spectateur.

L. B.

DANS CE NUMÉRO

Pp. 2/3: Vingt ans de Tanner — Le carnet de Jeanlouis Cornuz: Des écrivains qui savent parler; p. 4: Démographie: pilule et natalité; p. 5: Des centrales nucléaires pour tous, tous pour l'Etat; pp. 6/7: Point de vue — Dans les kiosques — DP 1977; p. 8: Quarante heures: une belle unanimité.

Vingt ans de Tanner

Il y a vingt ans, Alain Tanner tournait en compagnie de Claude Goretta, samedi soir après samedi soir, à la sauvette sur Picadilly Circus, le premier film qui allait lui valoir un certain poids dans le monde cinématographique (Prix du film expérimental au Festival de Venise 1957) : « Nice Time », vingt minutes sur « le cœur pourri des grandes villes », une « série d'impressions sur la réalité du samedi soir »¹.

Après deux ans de travail d'assistant (à la BBC, puis à Paris), Tanner revient en Suisse pour y réaliser successivement « Ramuz, passage d'un poète » (vingt-sept minutes pour retracer une sorte de biographie poétique de Ramuz), « L'École » (film de commande sur l'architecture scolaire moderne en Suisse : le cinéaste signe pour la première fois — cela va devenir sa méthode de travail — le scénario et la réalisation), et « Les Apprentis » : « Je ne suis pas écrivain, je suis cinéaste. Et de toute façon, le fait de traiter ce sujet sur un plan général, ne serait-ce que suisse romand, pose des questions difficiles à résoudre. De plus ces dernières sont sensiblement différentes selon les régions industrielles de la Suisse auxquelles elles se rapportent. Un écrivain aurait traité cela sur le plan général. Comme je ne suis ni sociologue, ni éducateur, mais cinéaste, j'ai voulu donner une impression d'ensemble tout en me limitant à quelques cas individuels. Je me suis d'autre part imposé la répartition géographique puisqu'il m'était impossible de faire cette répartition selon les métiers (...). En fait, en réalisant « Les Apprentis », j'ai voulu présenter une série de portraits de jeunes gens en période d'apprentissage et essayer de montrer un peu qui ils sont ». (« Feuille d'Avis de Lausanne », 5 décembre 1960). Malgré la différence des propos, on confrontera utilement cette démarche avec celle de « Jonas »...

Suivent cinq années de collaboration à la télévi-

sion suisse romande : une quarantaine de reportages et quatre film-portraits d'une heure, dont le dernier consacré au peintre jurassien Claudévard (« L'émission sur Claudévard est celle qui m'a permis d'aller plus loin dans l'exploration d'un langage à la lisière de la fiction. Etant complice, j'utilisais et je « manipulais » Claudévard comme un personnage. Cela ne pouvait que déboucher sur la fiction à part entière (...). On se heurte très vite à la télévision à des limites qui me paraissent insurmontables; aucune possibilité de se renouveler, de chercher, car la télévision est avant tout un instrument à produire du temps d'antenne. On y est coincé par l'« objectivité », les délais, les budgets, le problème du rapport idéologique entre la technique et l'image produite »).

En 1966, un dernier moyen-métrage « documentaire », « Une ville à Chandigarh », « une sorte de commande à propos de la ville admirable construite au Penjab par Le Corbusier — comment une ville nouvelle peut transformer la vie de ceux qui y vivent ». Une étape aussi dans la façon de travailler du cinéaste, puisqu'elle marque la première apparition de John Berger au scénario.

Depuis 1969, date de la sortie de « Charles mort ou vif » (dernier reportage pour la télévision : les événements de mai 1968 en France), l'œuvre de Tanner est évidemment mieux connue du grand public. Il n'est pas question de revenir ici en détail sur chacun des cinq longs métrages produits jusqu'ici ! Restons-en à la manière dont le cinéaste aborde le cinéma, film après film : à travers cinq citations, on verra comment Tanner choisit de parler aux spectateurs.

— Après « Charles mort ou vif » : (...) « Il y a des pays où la réalité vous « saute à la figure »; mais chez nous, avant de recevoir le choc de l'authentique, il faut tirer une quinzaine de rideaux... Le cinéma est un art du réel (je n'adhère pas aux conceptions de Godard, même si j'admire son influence), mais il s'agit de ne pas se plonger dans la réalité au premier degré. A la télévision, je fais des reportages, j'aurais en effet pu être amené à

tourner un documentaire; mais pour moi, l'intérêt du cinéma tient dans un jeu perpétuel : croire aux images et ne pas y croire. Tant le spectateur que le réalisateur sont sur une corde raide; il y a un balancement constant entre le réel et le regard jeté sur la réalité » (« Gazette de Lausanne », 9 novembre 1969).

— Après « La Salamandre » (1971) : « Je ne crois pas à l'action directe. Un film doit être une goutte d'eau dans un vase qui en a beaucoup d'autres; il doit faire naître la notion de changement par rapport à celle d'immobilisme. Mes films s'inscrivent dans un courant précis. Mais le but d'un film n'est pas de faire la révolution. Godard a dit que le cinéma a une tâche secondaire dans la révolution. C'est peut-être juste. C'est donc que je me plais à faire des tâches secondaires. Je ne suis pas un militant politique. Beaucoup de gens croient aujourd'hui qu'il suffit d'avoir des idées politiques justes pour faire du cinéma ou du théâtre. C'est faux. Les idées justes sont un aboutissement : pour les exprimer, il faut un langage. Le cinéma est un langage » (...) (« Feuille d'Avis de Lausanne », 13 mars 1972).

— Après « Le retour d'Afrique » (1971) : (...) « Mais justement, le cinéma est l'art du réel. Ce qui ne veut pas dire que l'art, c'est la vie. Au contraire. Plus c'est vrai au cinéma, plus c'est faux : donc plus c'est faux et plus c'est vrai. Alors mélangeons le vrai et le faux, les genres, les tonalités. On approche d'une solution pour filmer la Suisse, derrière ses rideaux. A distance de ces apparences de la vie, les contrastes et les contradictions apparaissent mieux. L'incongru et l'ironie deviennent des armes. L'ironie joue sur le contraste entre ce qui est et ce qui pourrait être et provoque le désir de ce qui pourrait être. Mais l'ironie marque aussi les limites de notre pouvoir, et peut être signe d'impuissance. Il faut tenter de la dépasser et puisque la spécificité du cinéma (la seule) c'est le Temps qui passe, donc d'une façon ou d'une autre la narration, on aura trois personnages qui seront différents à la fin du film de ce qu'ils étaient au début. Qui changent. Trois per-

sonnages qui cherchent un peu de leur liberté : donc celle des autres » (texte de Tanner pour la brochure du film).

— Après « Le Milieu du Monde » (1974) : (...) « Le cinéma ne prouve rien ou prouve tout. En définitive, la seule preuve que l'on peut apporter, c'est qu'il y a adéquation entre le film et son propos. Le contenu tout entier est dans la forme. On ne peut aller le chercher ailleurs et venir l'ajouter en surplus, en guise de caution, morale ou le plus souvent politique. Il apparaît aujourd'hui évident que le travail doit se faire sur le langage, sur la façon de tenir un discours spécifiquement cinématographique qui aura sa propre capacité d'action. Le reste, et cela ne peut échapper au film, c'est ce qu'on est et ce qu'on fait soi-même (j'ajouterai : et également ce qui se passe pendant le processus de fabrication du film) » (texte écrit par Tanner, d'après des interviews recueillies par M. Boujut, pendant et après le tournage) ¹.

— Après « Jonas qui aura vingt-cinq ans en l'an 2000 » (1975-1976) : « Au moment où je faisais « La Salamandre », entièrement basée sur un texte et des comédiens, le côté technique m'ennuyait, c'était un poids. Je pensais qu'une équipe qui se rapprocherait presque de l'équipe reportage-télé permettrait de l'oublier. Maintenant je crois plutôt à l'inverse, depuis « Le Milieu du Monde ». A travers l'objectif, on se rend compte que ce n'est pas du tout ce que le regard voit... Il y a la sensibilité de la pellicule, l'éclairage, le fait que c'est un instrument très lourd et très peu mobile. Dire que la caméra est un œil voudrait signifier que le cinéma est la réalité, alors que pour moi ce n'est pas la réalité, c'est du cinéma. La vérité n'est pas filmée. Jamais. On la reconstitue entièrement. Les personnages de « Jonas » sont très proches de nous dans la mesure où il nous sont très quotidiens, mais j'ai quand même éliminé l'histoire.

¹ Pour la filmographie et la biographie de Tanner, se reporter au livre de Michel Boujut, « Le Milieu du Monde ou le cinéma selon Tanner » (L'Age d'Homme 1974).

L'élément essentiel du cinéma c'est le récit et à travers cela, la mainmise sur les spectateurs. J'ai fait une comédie d'où j'enlève tous les gags comiques, donc c'est vraiment travailler avec une grosse gomme; cela dit, il n'empêche que l'on peut très bien, au niveau de la sensibilité et du vécu, recevoir aussi le film; on le recevra différemment dans la mesure où l'on n'est pas conduit à travers les personnages à un récit, à une identification, à un suspense. Pour résumer la tentative de « Jonas », c'est réconcilier deux choses pas forcément réconciliables : le spectacle et le sens » (interview de Tanner pour la brochure du film).

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Des écrivains qui savent parler

Congrès du Parti socialiste, Montreux.

Max Frisch — « der Max » comme l'appellent les Suisses allemands avec une nuance d'affection admirative — est à la tribune, massif, ramassé sur lui-même, « et pourtant l'œil brillant ». Parlant contre la répression, pour Meienberg par exemple, l'auteur de ces étonnants « Reportagen aus der Schweiz » dont j'ai eu l'occasion de faire mention ici-même, qui vient d'être renvoyé du « Tages Anzeiger » zurichois (ceci contre la volonté de la rédaction !). Exposant très froidement le cas — l'allemand emploierait l'adjectif « *derb* » : dur, vert, caustique — et concluant que d'ailleurs, Meienberg est libre de ses opinions... Enchaînant : « Die Schweiz ist ein freies Land... Deshalb (c'est pourquoi) ist das Telephon des Herrn Spinolas nicht überhört worden ! » (le téléphone de M. Spinola n'a pas été surveillé). Ne haussant jamais le ton. Mais chaque mot porte. Et l'on s'en rend mieux compte encore à lire les commentaires d'une certaine presse, par exemple du « Journal de Genève » : l'un des plus grands écrivains de ce temps, pour parler comme Eluard, dit ce qu'il voit, ce qu'il sait, ce qui est vrai. Consternation !

Dernière visite à Gustave Roud

Une semaine plus tard, à l'hôpital de Moudon, au chevet de Gustave Roud. Quatre-vingts ans. Achevant une vie qui, sans le secours inépuisable de sa sœur, aurait pris fin sans doute voici cinquante ans. Il était condamné — elle n'a pas accepté et à force de soins, lui a permis de vivre, c'est-à-dire d'écrire quelques-unes des pages qui comptent le plus pour nous. Emacié, épuisé, respirant à peine — et c'est encore lui qui donne : à ses visiteurs, sa parole à peine audible, son sourire. Jusqu'à la femme de chambre, entrée pour épousseter, quelques mots d'espagnol (appris où ? comment ? lui qui n'a jamais été en Espagne ! après l'allemand, l'italien ? — dans les livres, sans doute, mais aussi, mais plus encore en le parlant, avec des journaliers, avec des simples, avec des humbles) quelques mots d'espagnol, murmurés, mais qui suffisent pour que son visage s'illumine; auxquels elle répond — le seul, probablement, qui fasse l'effort de lui parler sa langue; l'un des rares, peut-être, qui lui parle, tout simplement. Lucidité, sérénité, grandeur...

« Un seul, un *seul* été... Faites-m'en don, Toutes-Puissantes ! » écrivait-il, transcrivant en français ce poème de Hölderlin intitulé : « Aux Parques ».

« Un seul automne où le chant en moi vienne à [mûrir,

Pour que mon cœur, de ce doux jeu rassasié,
Sache se résigner alors, et meure.

(...)

« Béni soit ton accueil, ô silence du pays des

[ombres !

Vers toi je descendrai, les mains sans lyre et l'âme
Pourtant pleine de paix. Une foi, une *seule*,
J'aurai vécu pareil aux dieux. Et c'est assez. »

Comme Martin du Gard l'écrivait de Gide, « il faut lui savoir un gré infini d'avoir su mourir aussi bien ». Après avoir aussi bien vécu.

J. C.

DÉMOGRAPHIE

Pilule et natalité

Les enjeux démographiques apparaissent peu à peu en clair dans les réflexions menées ici et là sur l'avenir de notre pays. Il était temps ! Mais certaines contre-vérités pèsent encore lourd dans la balance. Ainsi en est-il de l'influence de la « pilule » sur la natalité. Fixons donc quelques points de repère sur le sujet !

Le nombre de naissances en Suisse est en forte diminution. On dénombrait environ 94 400 naissances en 1960, 112 900 en 1964. Depuis, la baisse est continue d'une année à l'autre : en 1970, 99 200 naissances et seulement 78 500 en 1975. Et il y a lieu d'estimer que le phénomène se poursuivra encore. Or le taux de natalité, de 19,2 naissances pour 1000 habitants en 1964, est tombé à 12,3 ‰ en 1975. Pour les seuls ressortissants d'origine suisse, le taux n'est que de 10,5 ‰ !

Depuis 1970, les générations ne se renouvellent plus, c'est-à-dire que, en simplifiant, les femmes en âge de procréation mettent moins d'enfants au monde que le nombre qui assurerait à terme leur remplacement. Celui-ci nécessite une descendance finale moyenne par femme de 2,15 enfants. Or dans les conditions de 1975, l'indice n'est que de 1,60. Virtuellement, la population, sur le territoire de la Confédération, est donc en voie de décroissance. Déjà, plusieurs cantons comptent plus de décès que de naissances parmi la population d'origine helvétique.

Dans tous les pays industrialisés

Ce phénomène n'est pas propre à la Suisse; dans tous les pays industrialisés, il y a une convergence des tendances à la baisse du nombre de naissances depuis une dizaine d'années. Le déclin de la natalité leur est commun, même si les taux de départ diffèrent, et quelles que soient les mesures législatives en vigueur et les facilités d'accès aux moyens de contraception. Par exemple, des taux

de natalité parmi les plus bas d'Europe s'enregistrent en Italie du Nord. RFA et RDA ont déjà un mouvement démographique naturel négatif parmi leurs ressortissants. En Suisse, les taux des cantons à religion dominante catholique sont en voie de rejoindre ceux des « cantons de plaine », à dominante protestante pour la plupart.

Commencée au XVIIIe ou au XIXe siècle, la baisse de la natalité, malgré des fluctuations conjoncturelles, est un phénomène de tendance séculaire dans les pays économiquement développés à l'heure actuelle. Mais après la deuxième guerre mondiale, il y eut dans la plupart des pays une augmentation du nombre des naissances. Au début des années 60, peu de personnes estimaient possible un renversement aussi rapide et d'une telle ampleur.

Déjà dans les années trente

D'aucuns croient et affirment hâtivement que la « pilule » est la seule responsable d'une dénatalité qu'ils désapprouvent. Or la « pilule » est un moyen qui assure une plus grande maîtrise de la contraception; elle peut certes renforcer la tendance à la baisse; mais elle ne saurait être considérée comme une cause en soi. Déjà dans les années 30, lors de la grande dépression économique, notre pays avait connu, en l'absence des moyens modernes de contraception, une dénatalité sensible. D'autres exemples pourraient être cités à l'appui.

En fait, la baisse générale du nombre de naissances tient à des causes multiples, liées entre elles. Par exemple : concentration urbaine et industrialisation; cherté et faible espace du logement; coût élevé de l'éducation de l'enfant et faibles compensations financières des mesures destinées à la famille; activité féminine rémunérée, qui peut entrer « en concurrence » avec l'enfant car il représente une perte de salaire; depuis 1974, insécurité de l'emploi. Par ailleurs, des causes psycho-sociales non quantifiables entrent d'avantage en ligne de compte : distanciation envers certains comportements traditionnels, élévation du

niveau d'instruction, sentiment d'inégalités sociales, scepticisme et même craintes face à l'avenir avec la mondialisation des problèmes, croissance démographique dans le tiers monde, permanence des guerres, recherche des loisirs et aspirations à une autre qualité de vie, etc. (cette liste n'est de loin pas exhaustive).

L'énumération de ces causes diverses montre combien l'explication de la baisse de la natalité par le seul recours à la pilule est simplificatrice. Schématiquement, le seul motif décisif de la baisse de la natalité réside dans une motivation des couples de limiter le nombre de leurs enfants. Liée à de nombreux facteurs psycho-sociologiques, cette motivation, rarement exprimée de façon rationnelle, révèle un changement des idées et des mœurs, comme semble en témoigner cet autre phénomène qu'est la baisse, plus récente et plus brusque encore, du nombre de mariages : pour la Suisse, 46 700 en 1970, 35 200 en 1975.

Les comportements démographiques de la population ne se manipulent pas dans un pays comme le nôtre. Selon toute probabilité un surcroît d'avantages matériels accordés au bénéfice de la famille n'auraient qu'une faible incidence sur le nombre d'enfants souhaités par les couples et sur leur descendance réelle. En revanche, ce serait répondre à l'équité que de prendre des mesures permettant aux familles de ne pas être pénalisées dans une société où l'accès aux biens matériels est devenu une incitation permanente. En outre, certains encouragements pronatalistes, et verbaux uniquement, réduisent, de manière implicite, la famille au rang de reproductrice des conditions économiques présentes; d'autres font peu de cas de la liberté des couples ou ramènent l'enfant au rang de bien économique.

Un faux débat

L'enfant n'est pas un moyen; il est une fin; tel devrait être l'axe essentiel de réflexion. Accuser la « pilule » de la baisse de la natalité est un faux débat. La dénatalité est un révélateur des transformations qualitatives de notre société. Il con-

vient de s'interroger sur les raisons profondes de ce phénomène, sur sa signification, sur ses conséquences économiques, sociales et culturelles; et de rappeler ceci, qui n'est pas un paradoxe : la baisse prolongée de la natalité va accentuer le vieillissement de la population, défini comme l'augmentation de la proportion des personnes âgées. Vers l'an 2000, la Suisse comptera vraisemblablement autant d'habitants âgés de plus de soixante ans que de jeunes de moins de vingt ans. C'est l'un des rares aspects mesurables et quasi certains de la diminution du nombre de naissances.

Des centrales nucléaires pour tous, tous pour l'Etat

Lentement mais sûrement, la polémique et la réflexion sur l'énergie nucléaire s'enlisent dans notre pays (après beaucoup d'autres) dans des querelles d'experts dont on ne voit guère si elles déboucheront finalement sur un diagnostic clair et fiable : les rapports succèdent aux rapports pour se neutraliser en fin de compte, les signatures les plus prestigieuses s'équilibrent dans une inflation de déclarations « autorisées »... Reste, sur le plan politique, la question, qui nous paraît primordiale, de l'organisation du « pouvoir nucléaire ». Et là, une réponse semble s'imposer qui est esquissée, à larges traits, ci-dessous. (Réd.)

Dans un livre paru il y a environ vingt ans et dont le titre était, sauf erreur, « La nouvelle guerre du pétrole », André Fontaine mettait en évidence le rôle que le pétrole jouait à l'époque dans les luttes d'influences entre « grands » et « super-grands ». Déjà à ce moment-là, l'énergie était au centre du débat. Le pétrole était en passe de devenir la ressource fondamentale. On le croyait encore abondant presque à l'infini et on

avait déjà investi dans son développement des montants énormes. La « nécessité » de rentabiliser ces montants devenait la motivation première. Fontaine disait que si besoin était, on nous le ferait bouffer, ce pétrole (on peut d'ailleurs remarquer que des progrès ont été faits depuis dans ce sens, puisque l'on a conçu des usines à protéines utilisant le pétrole comme matière de base et mettant à profit l'action de certaines bactéries capables de transformer les hydrocarbures). Le pétrole avait du reste des concurrents potentiels et même si leur impact n'était pas trop menaçant dans l'immédiat, on les craignait à long terme. La voiture électrique, par exemple, était considérée comme une bête noire et, selon Fontaine, on s'est fort bien arrangé à ce moment pour étouffer dans l'œuf toute velléité de lancer ce développement.

Les temps ont changé. Les investissements pétroliers ont pu être rentabilisés et l'on a fait des bénéfices considérables. Les limites des réserves de pétrole se sont dessinées à l'horizon. On a alors démarré une autre grande aventure, le nucléaire. C'est quelque chose de plus compliqué. Il y a beaucoup de problèmes techniques, des problèmes de sécurité. Il y a des déchets. Mais on s'est quand même jeté à l'eau et au fil des ans les investissements sont eux aussi devenus énormes et l'on se retrouve assurément de nouveau devant la « nécessité » de rentabiliser ces investissements. Alors on ne voit pas d'un très bon œil les technologies alternatives qui permettraient de s'en sortir sans le nucléaire.

Par ailleurs, le nucléaire, plus encore que le pétrole, offre à ceux qui en détiennent les leviers de commande, l'immense avantage d'une centralisation presque complète. Chaque citoyen est connecté à un fil électrique et en dépend irrémédiablement. Alors on est très favorable à cette technologie.

C'est qui « on » ? En gros, c'est l'Etat-nation, l'ensemble de ceux qui sont, comme on dit, au pouvoir. Pour eux, la plus grande catastrophe serait que les citoyens redeviennent indépendants.

Et devenir indépendant énergétiquement par l'application de technologies douces serait déjà un pas important dans cette lamentable direction ! Cela favoriserait un monde composé de voisinages, de petites régions. Il y aurait beaucoup moins de gens très importants pour couper des rubans (par exemple, pour inaugurer une centrale nucléaire qui va assurer, Mesdames et Messieurs, notre indépendance nationale énergétique et nous permettre de préserver notre démocratie et notre liberté) ou pour nous expliquer les idéaux (les leurs) vers lesquels nous devons tendre. De ce monde-là, « on » n'en veut pas. Ce refus irrémédiable vient d'une certaine corruption que le pouvoir exerce sur ceux qui le détiennent et qui a ceci de particulier qu'elle fait croire à ces mêmes personnes qu'elles ne sont pas le moins du monde corrompues par le pouvoir. Après tout, ne font-elles pas leur devoir au plus près de leur conscience, ne se sacrifient-elles pas par un travail éreintant sur l'autel de l'intérêt du pays (moyennant un salaire pas trop misérable, c'est entendu, et peut-être aussi quelques satisfactions d'amour-propre).

L'enjeu me paraît donc important, même s'il ne ressort presque jamais de la rhétorique officielle. Cette centralisation outrancière que l'on nous propose est inquiétante, voire très dangereuse et nous sommes déjà fortement engagés dans cette voie. Lorsque l'on aura mis en chantier des centrales de production d'énergie à 2 milliards la pièce, qu'il faut dix ans pour construire, on disposera de toute une bonne logique économique pour démontrer qu'on ne peut plus faire marche arrière. Et si d'aventure la demande d'énergie ne suivait pas la courbe ascendante escomptée, on sera tenté d'encourager la consommation quels qu'en soient les buts et les inconvénients. Tôt ou tard, il faudra bien rompre ce cercle vicieux.

Il me semble que cette rupture ne se fera pas sans quelques petits hoquets. Mais, à mon avis, plus on les provoquera tôt, mieux on sera encore en mesure de les supporter.

P. Lehmann

POINT DE VUE

Chronophagie spécialisée

Je ne connais rien, évidemment, à la politique et encore moins à l'économie.

Mais il se trouve, néanmoins, que cette obscure affaire d'initiative « sur les quarante heures » a retenu quelque peu mon attention.

De fait, je saisis mal les mobiles des promoteurs de cette initiative, mobiles certes parfaitement honorables mais peu respectueux de la logique (dont on sait depuis Alphonse Allais qu'elle mène à tout). Voyons !

Que je sache, la production de biens a augmenté d'une façon vertigineuse depuis, mettons, le début du siècle. La production de canards en plastique et d'ours en peluche, par exemple, s'est accrue de trente ou cinquante fois au bas mot.

Bien. En revanche, la durée moyenne du travail n'a guère baissé que d'un tiers, grosso modo, depuis cette même époque.

Il y a donc là comme une disparité.

Si je comprends bien, nous avons donc cherché essentiellement à produire beaucoup plus en un même temps de travail (ou à peu près) mais pas du tout à produire la même quantité d'objets (ou un peu plus) en dix, vingt ou cinquante fois moins de temps de travail.

En d'autres termes, nous n'avons pas cherché à gagner du temps mais bien des objets.

Ce qui n'est pas logique.

Du fait même que la quantité de temps libéré et disponible n'a pas du tout augmenté dans la même proportion que la masse des objets produits, nous sommes donc condamnés à consommer ces objets à une vitesse quasi équivalente à celle de leur production. Le bilan final est donc nul — ou peu s'en faut. C'est une farce. La seule augmentation obtenue est celle de la vitesse.

Or, le seul paramètre dont la variation se trouve déterminante est la production d'objets — et non pas le temps ! — et ce n'est donc pas quarante heures de travail qu'il faut réclamer si l'on veut diminuer le temps de travail, mais bien une diminution de la production des objets — étant entendu qu'ils peuvent continuer à être produits à la même vitesse. En d'autres mots, et pour être complet, le paramètre « temps » passe d'un côté de l'équation à l'autre : au lieu d'être investi dans le travail de production, il est intégré dans la durée d'utilisation des objets. En résumé : il est absurde de produire des objets si l'on ne produit pas concurremment un temps disponible pour leur consommation. Le temps libéré doit être fonction directe de la productivité et de la longévité des objets.

Tout cela est d'une logique inattaquable. Aux POCH d'en tenir compte !

Par ailleurs, on sait que le travail fatigue. Sa qualité ne peut donc que décroître au fur et à mesure que passent les heures. Ainsi, un travail de qualité est nécessairement de courte durée (relative). L'augmentation de la qualité dépend, de fait, moins des procédés utilisés que de l'équanimité de celui qui les utilise. Il appert par conséquent que moins on travaille, plus la qualité est susceptible d'augmenter.

Comme, seule, à long terme, la qualité paye, force nous est de conclure que le patronat suisse, en s'opposant à une diminution du temps de travail, fait la preuve qu'il est essentiellement composé d'imbéciles féroces qui n'ont qu'une seule envie : celle de se ruiner. Et de ruiner tout le monde en lui faisant perdre son temps.

Contrairement à ce qu'on affirme souvent, il n'est donc pas poussé par l'appât du gain. Il est poussé par la bêtise. Et il serait grand temps qu'il voie où est son véritable profit.

Gil Stauffer

DANS LES KIOSQUES

Restructuration rapide

Deux quotidiens étrangers publieront prochainement une édition en Suisse : « Herald Tribune », quotidien américain publié à Paris, paraîtra sur les presses de la « Neue Zürcher Zeitung » et « Le Figaro », de Paris, « sortira » son édition internationale à Genève.

Pendant ce temps, trois grands quotidiens allemands mettent au point leur dispositif pour un saut en avant. Les progrès de la création du principal quotidien bernois « Berner Nachrichten » font peu de bruit, mais le compte à rebours a commencé. Il ne s'agit pas de sensibiliser l'opinion publique helvétique dans son entier puisque le rayon de diffusion est limité et la vente au numéro faible par rapport au nombre des abonnés. On doit admettre que la prospection systématique pour conquérir les régions insuffisamment « couvertes », et plus particulièrement la ville de Berne, sera entreprise après la fusion des deux journaux

DP 1977

Imagination, description et extrémisme. A l'aube de nos vingt et quelques années, ces mots ne dessinaient pas seulement le profil de DP qui venait de naître. Ils sonnaient comme un défi d'une insolente nouveauté. La guerre d'Algérie s'était achevée, qui nous avait éveillé à la politique. Les idéologies se mouraient dans une société promise à un bien-être matériel croissant. A l'écart de la décolonisation et des conflits Est-Ouest, la Suisse n'était au mieux qu'une expression historique. Dans ces conditions, l'imagination n'était pas au pouvoir, le confidentialisme de la vie publique répugnait à toute description des institutions comme des pratiques. Et l'extrémisme était un terme banni du vocabulaire politique de quelque formation

jusqu'ici concurrents. L'objectif 100 000 ne doit pas être impossible à atteindre dans des délais raisonnables.

L'opération « Die Tat » est différente. Il s'agit d'utiliser la couverture des déficits énormes pour un tirage faible (1 million de francs de déficit pour un journal qui paraît trois cents fois par année à trente mille exemplaires représente un déficit de 11 centimes par exemplaire; ce déficit est de 33 centimes si le déficit est de 3 millions et de 67 centimes si le déficit est de 6 millions; le numéro est vendu 70 centimes) afin de lancer une nouvelle formule.

Près de trois cents journalistes ont posé leur candidature pour les quarante à cinquantes places disponibles à « Die Tat ». Une imprimerie ultramoderne est créée. Une rotative qui n'a pas pu être livrée par Winkler-Fallert à une entreprise espagnole ayant des difficultés financières pourra être montée de façon à sortir déjà en mars 1977 l'hebdomadaire « Construire ». En bref, une opération extraordinaire est en cours et nous la suivons attentivement. Une excellente raison à cela :

il ne suffit pas de proclamer dans un congrès que la gauche doit être prolongée par un grand quotidien; il faut observer l'effort de ceux qui le lancent réellement. Pour équilibrer ses comptes « Die Tat » devra vendre 150 000 exemplaires; cet objectif doit être atteint en quatre ans sinon « Migros » arrêtera les frais. Etapes prévues : 80 000, 105 000, 130 000, 150 000.

Pendant ce temps « Freier Aargauer/Volksrecht (Aarau), journal socialiste, annonce le prochain départ de son rédacteur en chef Silvio Bircher, l'homme qui a contribué à redonner courage aux socialistes argoviens, qui étaient prêts à abandonner leur quotidien, l'homme qui a permis aux Zurichois de faire revivre le titre « Volksrecht ». Qui lui succédera ?

Pendant ce temps, aussi, la presse à fort tirage ne reste pas inactive face au défi de « Die Tat ». « Blick », quotidien, qui plafonnait à 270 000 exemplaires, avance la parution d'éditions régionales. On en parlait depuis longtemps. C'est maintenant sûr : à partir du 1er décembre, paraîtra un « Blick-Zürich » en attendant d'autres éditions.

Contrairement à ce que beaucoup croient, la diffusion de « Blick » n'est pas particulièrement forte dans la métropole de la Limmat. Il en ira peut-être différemment à l'avenir.

Rappelons les délais : 1er décembre 1976 : « Blick-Zürich ». 3 janvier 1977 : « Berner Nachrichten ». 4 avril 1977 : « Die Tat » nouvelle formule. La fusion prévue entre la « National Zeitung » et les « Basler Nachrichten » donnera une dimension supplémentaire encore à cette transformation accélérée de la presse d'outre-Sarine.

Troisième âge à l'asile

— Dans le dernier magazine hebdomadaire du « Tages Anzeiger », un des aspects des problèmes cruciaux posés par l'insertion du « troisième âge » dans notre organisation sociale : deux journalistes sont allés passer une semaine dans un asile bernois pour vieillards et malades chroniques. Trois pages de photographies donnent leur véritable portée à des diagnostics largement répandus.

que ce soit.

Dans ce système DP n'a pas fait brèche. Mais en quinze ans beaucoup de choses ont changé, en même temps que la Suisse participait davantage aux difficultés et aux contractions de la société industrielle. Le défi lancé alors est même devenu un peu une tarte à la crème. Il n'est plus de politique qui ne se réclame aujourd'hui de l'imagination, même si l'on confond souvent nouveauté et innovation. L'intérêt pour la politique a fortement stimulé la description qui pourtant, dans de nombreux domaines, conserve encore son pouvoir subversif. Quant à l'extrémisme, certains en font aujourd'hui, en paroles, une consommation courante.

Lorsque devant les risques d'essoufflement, l'équipe DP a recherché les moyens de garder

le contact avec une actualité accélérée, je me suis prononcé contre la transformation du bimensuel en hebdomadaire. Presque seul de mon avis, si mon souvenir est exact.

Je craignais qu'un groupe d'amateurs, même animé par un professionnel compétent, n'ait pas la force de cerner et de mettre en forme, semaine après semaine, l'information et l'analyse politique de qualité qui avait assuré jusque-là l'audience de DP.

Et je redoutais aussi qu'à la suite de la disparition du dernier organe de presse socialiste suisse romand, le passage à la formule de l'hebdomadaire ne signifie un alignement trop rigide sur les positions électorales du Parti socialiste. Or ce dernier n'est pas celui de tous les rédacteurs et amis d'un journal qui doit rester ouvert à tous les courants de gauche.

Ces craintes se retrouvent peut-être dans certaines difficultés actuelles de DP. En revanche la nécessité de l'hebdomadaire ne peut plus être contestée, même si l'existence du journal reste un pari comme au premier jour. Car le besoin d'une presse libre est plus grand que jamais. Libre non seulement face aux puissances d'argent, que la crise dépouille de leur masque de liberté, de souci social et de tolérance. Mais libre aussi face aux théories paresseuses des terribles simplificateurs, aux idéologies pseudo-religieuses qui tirent leur force de l'indifférence du plus grand nombre.

L'exercice de la nouveauté insolente, comme celui de la critique constructive requiert en 1977 une présence hebdomadaire !

Jean-Claude Favez

Quarante heures : une belle unanimité

Belle unanimité au chapitre des quarante heures à travers les partis bourgeois helvétiques réunis en assemblée des délégués à la fin de la première semaine de novembre. Bien sûr, personne n'est d'accord, cela va sans dire, avec l'initiative qui sera soumise au peuple dans quinze jours; et à vrai dire, personne n'est monté à la tribune pour défendre les thèses qui avaient eu gain de cause devant le congrès socialiste. Mais que n'a-t-on entendu sur le plan des principes ! Là, les quarante heures trouvent tellement de zélés propagandistes qu'au Parti radical, par exemple, Jean Clivaz, secrétaire de l'Union syndicale, pourra conclure « qu'il n'aurait somme toute plus grand-chose à faire pour convaincre la formation de M. Chevallaz de soutenir l'initiative de l'USS »... Personne n'attend rien de ces bulles de savon. Elles font seulement sourire, si l'on se souvient qu'avant le lancement de l'initiative par l'extrême-gauche, il y a somme toute très peu de temps, aucune voix ne s'était élevée pour soulever le problème de la durée du travail et engager le dialogue sur les quarante heures. Reste, jour après jour, l'offensive de la droite contre les thèmes développés — à mesure que la date du scrutin approche, devient plus flagrante et inquiétante l'inégalité des moyens de propagande — par les POCH/LMR/PSA : le climat est ici à la catastrophe et l'on ne trouve pas assez de mots pour décrire l'état de l'économie suisse après l'introduction d'une semaine de travail aussi « courte ». L'une des caractéristiques de cette campagne de dénigrement est qu'elle demeure imprécise : aucune évaluation du « désastre » promis ne vient fleurir dans les bulletins spécialisés, aucune statistique ne vient appuyer ces prophéties pessimistes, aucune évaluation des coûts ne vient se greffer sur les diatribes centrées comme il se doit sur le manque d'esprit de responsabilité des partisans de l'initiative.

En fait — puisqu'il faut revenir à des faits — le « saut » vers les quarante heures sera bien moins brusque que celui qui fut expérimenté en 1919-1920 où la baisse de la durée du travail hebdomadaire représenta de six à dix heures, et plus

Pourcentages d'ouvriers notés à la fin du trimestre selon la durée du travail

Heures	2 ^e trim. 1975	1 ^{er} trim. 1976	2 ^e trim. 1976
<i>Industrie</i>			
Moins de 40	9,2	6,4	5,6
40 jusqu'à moins de 44 .	20,4	25,9	24,0
44	35,7	34,7	36,4
Plus de 44 jusqu'à moins			
de 46	23,7	25,5	26,0
46	6,6	4,3	4,1
Plus de 46 jusqu'à moins			
de 50	1,2	0,8	0,9
Plus de 50	0,5	0,3	0,5
<i>Construction</i>			
Moins de 40	1,1	1,8	1,5
40 jusqu'à moins de 44 .	7,8	19,9	8,0
44	0,6	1,5	1,4
Plus de 44 jusqu'à moins			
de 46	40,0	43,0	39,3
46	0,9	1,0	0,5
Plus de 46 jusqu'à moins			
de 50	8,0	3,4	7,8
Plus de 50	0,8	0,4	1,0

selon les branches. Il faut se souvenir qu'actuellement le temps de travail réel n'est pas uniformément fixé à 45 heures (voir entrefilet) : si de nombreux travailleurs sont encore au-dessus de

44 heures, des catégories importantes d'entre eux sont déjà en dessous de 45 heures, voire de 44 heures ! La « logique » patronale voudrait donc que là la diminution envisagée par l'initiative soit supportable...

Au chapitre de la productivité, en attendant que le patronat détaille les « catastrophes à venir », il s'agit de fixer quelques points de repère !

On sait que le rendement du travail devient faible dès que l'on dépasse une journée de huit heures. Toutes les études le démontrent. Une diminution du temps de travail ne peut que contribuer à améliorer la productivité. Toute une série d'études empiriques l'ont aussi démontré : par exemple une étude faite dans une usine suisse d'appareils électriques (en 1961) qui passa de 46 à 40 heures a montré que le rendement par heure a augmenté de 9,8 %, compensant ainsi aux trois quarts la réduction de l'horaire. Le BIT vient d'ailleurs de publier une étude qui corrobore cette constatation. On y lit qu'en Autriche, par exemple, la production a augmenté de 8 % après le passage de 45 à 43 heures ou que, « d'après une étude italienne récente, en descendant de 5 à 10 % en dessous des 40 heures hebdomadaires, on observerait une augmentation du rendement de l'ordre de 2,2 % et 5 % respectivement, sans accroître l'effectif de la main-d'œuvre ni recourir à une technologie sophistiquée et coûteuse ». On y lit aussi qu'en Norvège, le passage de 48 à 45 heures, en 1959, se traduisit par une hausse de la productivité de 10 %, et que le Japon a enregistré, durant les années soixante, un accroissement de 2,5 % de la productivité, chaque fois que la réduction du temps de travail atteignait 1 %.

Certes une certaine pression patronale sur le rythme de travail n'est certainement pas étrangère à de tels résultats; il reste que l'épouvantail d'une baisse de la productivité ne tient pas debout. Quant à des répercussions sur les prix, on notera qu'entre 1920 et 1922 (introduction de la semaine de 48 heures), l'indice du coût de la vie avait même baissé... Que cherche donc le patronat ?